

## **La Suisse et l'Europe : quels défis en 2010 ?**

Qui aurait postulé, il y a un an, que 2009 signerait la fin du secret bancaire ? La réalité a dépassé la fiction la plus audacieuse : en quelques jours, suite à la crise financière qui sévissait depuis fin 2008 et sous la pluie de critiques soulevées par les agissements frauduleux de hauts dirigeants de l'UBS aux Etats Unis, le Conseil fédéral s'est trouvé dos au mur, dans l'obligation de lâcher d'un coup le noyau du secret bancaire le 13 mars 2009. Des accords de double-imposition ont été conclus à la hâte avec au moins douze pays, pour permettre à la Suisse de sortir de la « liste grise » des paradis fiscaux définis par l'OCDE et le G 20. La Suisse découvre, un peu hagarde, qu'elle ne dispose pas d'autant d'amis qu'elle aurait pu s'imaginer.

Depuis le refus de l'EEE par le peuple le 6 décembre 1992, la Suisse a suivi la voie bilatérale préconisée par les détracteurs de l'adhésion. Actuellement plus de 120 accords lient la Suisse à l'Union Européenne. Ces accords balayent absolument tous les domaines de notre vie quotidienne ; ils sont révélateurs de l'imbrication intime et générale de notre pays avec l'UE. Après 17 ans de ce cheminement sinueux, parsemé de votes populaires, les négociateurs suisses commencent à oser dire tout haut à quel point cette voie bilatérale devient de plus en plus étroite et aléatoire... Les tenants de l'isolationnisme de la Suisse parlent, eux, de lancer une initiative pour remettre en question la libre circulation des personnes, pourtant acceptée en votation populaire ! S'ils y parviennent, l'ensemble des accords bilatéraux s'écroulerait comme un château de cartes !

Une telle attitude doit sérieusement réveiller les politiciens défenseurs d'une Suisse ouverte, appartenant de facto à l'Europe, membre à part entière de la communauté internationale. Si les partis républicains continuent de craindre leurs adversaires de l'UDC et refusent d'aborder le dossier de l'adhésion, nous pourrions, comme pour le secret bancaire, nous réveiller un beau matin acculés dans un isolement qui aurait des répercussions problématiques sur notre économie, nos places de travail, notre équilibre social.

Tout se passe comme si les Suisses pensaient que l'Union Européenne est statique. C'est faire fi de l'évolution énorme qui a eu lieu ces deux dernières décennies. L'élargissement de 15 à 27 pays, les discussions avec l'Islande, la Serbie, la Croatie, ... et surtout l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne avec un Parlement européen qui prendra une importance nouvelle et déterminante, sont autant d'éléments qui compliqueront encore la tâche de nos négociateurs et pourraient conduire la Suisse dans une impasse dont la seule issue serait une adhésion contrainte et mal préparée.

Je souhaite que le Conseil fédéral présente ce printemps au Parlement un rapport objectif sur notre situation face à l'Union Européenne, avec réalisme et sans crainte des anti-européens notoires. La question de l'adhésion doit être discutée au plus vite, mais sereinement. Osons mener cette discussion avant que les événements ne nous l'imposent. C'est notre responsabilité d'élus.

Josiane Aubert, conseillère nationale  
24 heures de mercredi 13 janvier 2010